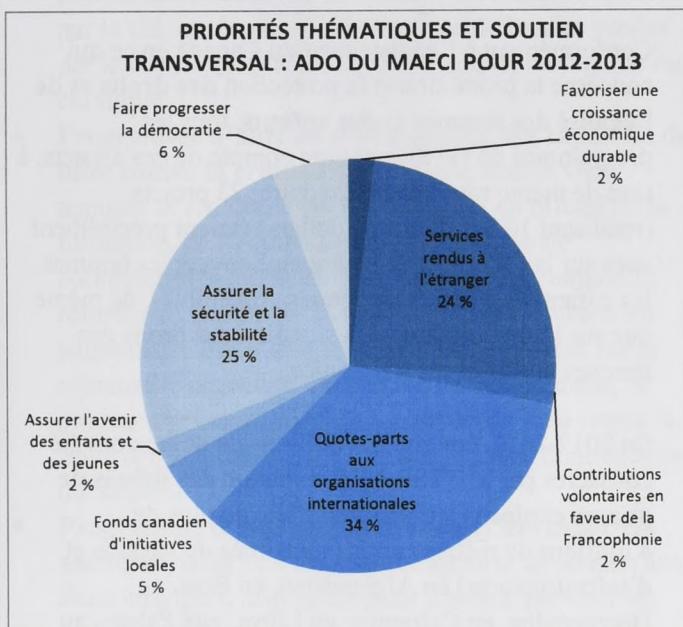


# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA

## 333,53 MILLIONS DE DOLLARS

Au cours de l'exercice financier 2012-2013, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a décaissé un total de 333,53 millions de dollars en aide au développement officiel (ADO)<sup>16</sup> — voir le graphique 1. Une somme additionnelle de 98,67 millions de dollars a été versée en aide internationale autre que l'ADO, portant le total de l'aide internationale à 431,35 millions de dollars — voir le graphique 2.



**GRAPHIQUE 1 :** ADO du MAECI pour l'exercice financier 2012-2013 : assurer la sécurité et la stabilité — 83,69 M\$; faire progresser la démocratie — 18,50 M\$; assurer l'avenir des enfants et des jeunes — 8,11 M\$; favoriser une croissance économique durable — 6,50 M\$; quotes-parts aux organisations internationales — 113,03 M\$; Fonds canadien d'initiatives locales — 15,22 M\$; contributions volontaires en faveur de la Francophonie — 7,27 M\$; services rendus à l'étranger — 81,21 M\$.

L'aide internationale du Canada repose sur cinq priorités thématiques, et les programmes diversifiés d'aide internationale du MAECI portaient sur les quatre suivantes : 1) assurer la sécurité et la stabilité; 2) promouvoir la démocratie; 3) assurer l'avenir des enfants et des jeunes; et 4) favoriser une croissance économique durable. En outre, le MAECI a fourni de l'aide internationale par l'entremise

de quotes-parts aux organisations multilatérales, du Fonds canadien d'initiatives locales, de contributions volontaires en faveur de la Francophonie, ainsi que de services offerts au personnel de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans les missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger.

### PRIORITÉS THÉMATIQUES

#### ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ : 83,69 millions de dollars

#### Fonds pour la paix et la sécurité mondiales : 73,69 millions de dollars

Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM) appuie les opérations du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR). On y a recours pour mettre en œuvre des programmes d'aide internationale dans des États fragiles ou touchés par un conflit, comme l'Afghanistan, Haïti, la Libye, le Soudan, le Soudan du Sud et la Syrie.

Au départ, le GTSR a été créé en vue de combler les écarts en ce qui concerne les politiques, les institutions, le financement et les programmes entre, d'une part, l'aide humanitaire et l'aide au développement à long terme et, d'autre part, l'aide militaire et l'aide à l'instruction militaire apportée par le ministère de la Défense nationale (MDN). Depuis, le GTSR s'est établi comme plateforme pour faciliter l'intervention et l'élaboration de politiques à l'échelle pangouvernementale pour les programmes en matière de sécurité et de stabilité. Le GTSR fournit au gouvernement un mécanisme d'intervention rapide en réagissant en temps voulu et de manière efficace aux situations d'urgence humanitaire ou politique, aux catastrophes naturelles et aux conflits armés à l'étranger.

Au cours de l'exercice 2012-2013, divers ministères, comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service correctionnel du Canada (SCC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le MDN, ont participé activement à des programmes appuyés par le FPSM, en partenariat avec le personnel du MAECI. Cette

<sup>16</sup> L'aide dont fait état ce rapport satisfait aux exigences de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officiel* ainsi qu'aux lignes directrices relatives aux rapports sur l'aide au développement établies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).